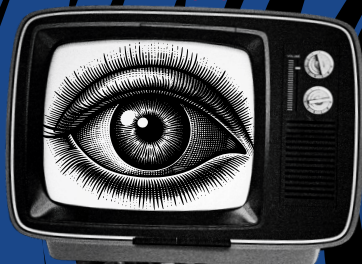
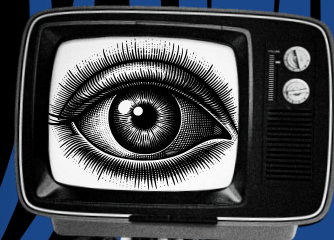


LE BULLETIN CLOUET

ACTUALITÉ DE HADRIEN CLOUET · DÉPUTÉ LFI-NFP DE LA 1^È CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE
TOULOUSE · BLAGNAC · BEAUZELLE · CORNEBARRIEU · MONDONVILLE



Autoritarisme en marche



**ILS ONT
OSE**

RUPTURE MACRONISTE

Autre victoire au Parlement **sur l'assurance chômage**. Nous avons rejeté la proposition de loi macroniste qui réduisait la durée d'indemnisation des salariés ayant signé une rupture conventionnelle (de 3 à 6,5 mois selon l'âge). La Macronie ne manque pas d'imagination pour **détruire les droits des chômeurs**. Les défenseurs du texte prétextaient que les salariés abusaient des ruptures conventionnelles et qu'il fallait y mettre fin. Le seul abus, c'est la pression des employeurs mise sur des salariés pour signer ! Des **licenciements déguisés** donc, sans besoin de motif valable et sans risquer d'être attaqué aux Prud'hommes. Nous nous sommes opposés à ce texte, parce qu'il crée des **inégalités entre les demandeurs d'emploi** et précarise un grand nombre d'entre eux. Une mesure d'autant plus injuste que les salariés ont recours à la rupture conventionnelle... car le salaire est dérisoire et les conditions de travail trop pénibles dans 72% des cas. Le comble, c'est que Macron avait promis d'ouvrir le droit à l'indemnisation aux démissions. Mensonge, encore.

DÉRIVE AUTORITAIRE ET RÉSISTANCE POPULAIRE

**TU VEUX
BOSSER
LE 1^{ER} MAI ?
VA VENDRE
DU MUGUET !**

Conscients que leur texte ne passerait pas à l'Assemblée (tous les groupes de gauche étant contre), les députés macronistes ont fait un coup tordu : voter une motion de rejet contre leur propre texte pour contourner les députés. Je vous explique. Une fois la motion de rejet votée, le texte sort de l'Assemblée sans avoir été débattu ni amendé, et part directement à huis clos en commission mixte paritaire (7 députés et 7 sénateurs). Mais nous les avons bloqué, par la **mobilisation populaire** et en **menaçant de déposer une motion de censure et d'une mobilisation sociale d'ampleur**.

Sauf que la Macronie ne reconnaît jamais ses défaites (politique ou électorale). Quelques jours plus tard, M. Lecornu en conférence de presse annonce un nouveau texte de guerre au 1er mai, pour 2027. Pour nos conquies sociaux, pour cette journée de repos, de famille ou de loisirs, **nous serons dans la rue le 1er mai !**

Même logique pour la loi Yadan, qui veut criminaliser les voix de la paix et pourchasser toute critique de la politique du gouvernement d'extrême-droite israélien. Les macronistes ont tenté de l'imposer, en enterrant la pétition citoyenne qui s'y opposait. Malgré plus de 700 000 signatures recueillies (soit 7 fois plus que le seuil nécessaire pour qu'elle puisse être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée) ! Là aussi, la mobilisation populaire a eu raison du Gouvernement, qui a fini par retirer le texte. Mais encore une fois, le groupe macroniste a annoncé que le texte de loi reviendrait lorsque les gens auront un peu oublié. Soyons sur nos gardes. **Face à la dérive autoritaire, la résistance populaire !**

Dans un an, la Macronie c'est fini. D'ici-là, le Gouvernement sans légitimité ni majorité **redouble de violence sociale**. Dernier exemple en date, la proposition de loi sur le 1er mai. Depuis 1947, ce jour est férié et obligatoirement chômé, sauf activité indispensable. Les macronistes voulaient ouvrir à tous les secteurs, afin de forcer 1,5 million de personnes à travailler ce jour-là. Ce faisant, ils permettaient aux grandes chaînes de **concurrencer les artisans**, seuls autorisés à ouvrir. C'était un chèque pour Interflora contre les petits fleuristes et à La mie câline contre les petites boulangeries ! Cette mesure se serait basée sur le volontariat - qui n'existe pas dans une relation subordonnée - et payé double... Evidemment, **c'est une supercherie** (je vous explique en détail dans la vidéo "Face Cam' #2" sur ma chaîne Youtube).



LA GARDE À VUE, LA "DROGUE" ET LES ÉCOUTES



Le macronisme instaure-t-il un Etat policier ? Le Gouvernement aux abois cible sans relâche la première force d'opposition : la France insoumise. Depuis des mois, notre députée européenne Rima Hassan fait l'objet d'un **acharnement judiciaire et médiatique** sans précédent. Insultée, harcelée, dénigrée, menacée par nos ennemis politiques, elle est la cible favorite des soutiens du gouvernement extrémiste israélien. Son crime ? **Défendre le peuple palestinien et les voix de la paix.** Depuis 2 ans, Rima Hassan a fait l'objet de 15 procédures judiciaires sur simple dénonciation d'officines d'extrême droite dont 13 classées sans suite à

ce jour. La méthode est connue : transformer toute critique de Netanyahu en accusation d'apologie du terrorisme. Mais nous avons passé un cap, celui de **l'instrumentalisation de la justice** à des fins politiques et les méthodes de barbouzes.

Le 2 avril, Rima Hassan a été mise en garde à vue pour un tweet. Son **immunité parlementaire** a été contournée par une enquête pour flagrance. Mais la flagrance concerne les délits qui sont en train ou qui viennent d'être commis, rien à voir donc avec un tweet posté et supprimé il y a 3 mois... Ensuite, les chaînes d'info ont diffusé massivement une **fausse information** : de la drogue retrouvée dans le sac de Rima Hassan. Aucune utilisation du conditionnel, aucune vérification des sources. En réalité, il n'y avait pas de drogue. La diffusion de cette fausse information a été **orchestrée par le porte-parole du ministère de la Justice dans le but de nuire** - une enquête a été ouverte par le Parquet pour violation du secret de l'enquête. Mais le pire a été révélé par Mediapart : la **police espionne Rima Hassan**. Ses réservations d'hôtel, billets de transports, relevés téléphoniques ont été passés au crible, son téléphone géolocalisé de façon permanente. Les moyens de la lutte contre le terrorisme ont donc été détournés pour surveiller une opposante politique. Tout démocrate devrait s'indigner de **méthodes directement inspirées des régimes autoritaires.**

NOS PROPOSITIONS

Pour une essence publique!

Le prix de l'essence **explose**, car Total a multiplié ses marges **par quatre**. Comment ? En spéculant : acheter des millions de barils à 70\$ au début de la guerre en Iran, attendre la montée des prix à 170\$, revendre au maximum en France. Une **pure prédation** rentière. Il faut stopper cette folie, qui menace les salariés et les entreprises. Par décret, on peut bloquer le prix de l'essence (art. L410-2 du Code du commerce), comme en 1990 durant la guerre du Golfe. Mais pour engager la grande bifurcation écologique et gérer directement le prix à la pompe : **nationalisons les raffineries**, construites avec de l'argent public et privatisées pour en tirer des profits en situation de monopole. On fixerait les prix selon l'intérêt du grand public plutôt que celui des actionnaires et on développerait des énergies renouvelables grâce à l'infrastructure de pointe.

Toute l'actu

Pour retrouver toutes les **questions écrites, propositions de loi, notes de blog et toute l'actu en circo et à l'Assemblée** c'est par ici !

